



Assemblée générale

Distr. générale
27 novembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session Cinquième Commission

Points 117 et 43 de l'ordre du jour provisoire

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

**La situation en Amérique centrale : processus
d'établissement d'une paix ferme et durable
et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix,
de liberté, de démocratie et de développement**

Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/55/L.33

État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale

Résumé

L'Assemblée générale envisage de prolonger d'un an le mandat de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala, du 1er janvier au 31 décembre 2001. Si l'Assemblée générale prend une décision dans ce sens en adoptant le projet de résolution publié sous la cote A/55/L.33, des dépenses d'un montant de 16 618 900 dollars devront être inscrites au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001.

Les dépenses de la Mission pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 sont estimées à 26 457 800 dollars, alors que le crédit ouvert par l'Assemblée générale lors de sa cinquante-quatrième session aux fins du fonctionnement de la Mission durant cette période s'élevait à 26 841 300 dollars. Il reste donc un solde inutilisé de 383 500 dollars. Après déduction de ce solde, le montant net des ressources additionnelles à prévoir pour 2001 se chiffrerait à 16 235 400 dollars.

Dans sa résolution 54/250 A du 23 décembre 1999, l'Assemblée générale a approuvé un crédit d'un montant de 90 397 200 dollars au titre des missions politiques spéciales, au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001. Comme l'Assemblée l'a noté dans sa décision 54/477 B du 15 juin 2000, ce crédit a été utilisé à hauteur de 66 074 600 dollars, ce qui laisse un

solde disponible de 24 312 600 dollars. Des dépenses d'un montant total de 17 069 400 dollars découlant de décisions prises par le Conseil de sécurité concernant des missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits ont été indiquées dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (A/55/645). Si ces dépenses sont approuvées par l'Assemblée, sur le montant total du crédit initialement ouvert au titre des missions politiques spéciales, il resterait finalement un solde de 7 243 200 dollars.

Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/55/L.33, ce qui entraînerait des dépenses additionnelles d'un montant net de 16 235 400 dollars pour 2001, un montant de 7 243 200 dollars serait imputé sur le crédit de 90 387 200 dollars initialement ouvert, et un crédit additionnel d'un montant de 8 992 200 dollars, représentant le reste des ressources nécessaires, devrait être ouvert au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001. Cette procédure serait en accord avec celles que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, conformément aux arrangements prévus dans sa résolution 54/249 du 23 décembre 1999.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	4
II. Projet de résolution A/55/L.33	3–14	4
A. Demande contenue dans le projet de résolution	3	4
B. Corrélation entre la demande formulée et le plan à moyen terme pour la période 1998-2001	4	4
C. Activités prévues pour donner suite à la demande formulée	5–6	4
D. Structure de la Mission	7-10	5
E. Prévisions de dépenses de la Mission pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001	11–14	6
III. Décision que devra prendre l'Assemblée générale	15–16	7
 Annexes		
I. Prévisions de dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001		8
A. Tableau récapitulatif		8
B. Effectifs actuels et proposés		9
C. Renseignements complémentaires		12
II. Prévisions de dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 : informations complémentaires		16
A. Paramètres budgétaires propres à la mission		16
B. Dépenses non renouvelables		19
III. Utilisation des ressources extrabudgétaires		27
IV. Effectifs proposés par unité administrative pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001		28
V. Rapport préliminaire sur l'exécution du budget pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000		29

I. Introduction

1. Dans sa résolution 54/99 du 8 décembre 1999, l'Assemblée générale a décidé de proroger d'un an le mandat de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA), du 1er janvier au 31 décembre 2000. Dans l'état d'incidences sur le budget-programme (A/C.5/54/32 et Corr.1) qu'il a présenté à l'Assemblée avant l'adoption de la résolution, le Secrétaire général décrivait la structure de la Mission et les ressources nécessaires pour assurer son fonctionnement pendant cette période.

2. Dans sa résolution 54/250 A du 23 décembre 1999, l'Assemblée a approuvé un crédit de 90 387 200 dollars au titre des missions politiques spéciales, au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001¹. En conséquence, et en application de la résolution 54/99 de l'Assemblée générale, des dépenses d'un montant de 27 694 300 dollars ont été imputées sur ce crédit. Néanmoins, comme suite aux décisions consignées dans les paragraphes 65, 67, 70 et 170 de la résolution 54/249 de l'Assemblée, en date du 23 décembre 1999, les prévisions de dépenses d'ensemble de la MINUGUA pour 2000 ont été ramenées à 26 841 300 dollars.

II. Projet de résolution A/55/L.33

A. Demande contenue dans le projet de résolution

3. Au paragraphe 18 du projet de résolution A/55/L.33, intitulé « Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala », l'Assemblée générale déciderait de proroger le mandat de la Mission du 1er janvier au 31 décembre 2001.

B. Corrélation entre la demande formulée et le plan à moyen terme pour la période 1998-2001

4. La demande susmentionnée relève du sous-programme 1.1 (Prévention, maîtrise et règlement des conflits) du programme 1 (Affaires politiques) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001².

C. Activités prévues pour donner suite à la demande formulée

5. Les divers accords signés en 1996 par le Gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque définissent de manière détaillée une série d'engagements concernant les pouvoirs politique et législatif, les conditions socioéconomiques, la question agraire, les communautés autochtones, les questions militaires et la sécurité publique qui, ensemble, constituent un agenda global pour la paix. Dans l'Accord relatif à un échéancier de mise en oeuvre, d'exécution et de vérification des accords de paix (A/51/796-S/1997/114, annexe I), les parties soulignaient qu'un contrôle international était indispensable pour assurer l'exécution effective de ces accords et inspirer à l'opinion une confiance plus ferme dans le processus de paix. Elles ont donc demandé que la MINUGUA élargisse encore ses fonctions et qu'elle vérifie l'exécution de tous les accords conclus. Elles ont également demandé que la durée du mandat de la Mission coïncide avec la période

de quatre ans sur laquelle porte le calendrier d'exécution prévu, qui va jusqu'au 31 décembre 2000.

6. Considérant l'importance et la portée des éléments de l'Agenda pour la paix restant à appliquer, les parties ont demandé à l'Organisation des Nations Unies de continuer à appuyer la consolidation du processus de paix au-delà de décembre 2000. Un nombre considérable d'engagements restent à concrétiser au cours de la troisième phase d'application de l'Agenda (1998-2000), ce qui signifie qu'il faudra continuer à contrôler l'application des accords, en mettant l'accent sur les questions socioéconomiques, le développement rural et le renforcement du pouvoir civil et de diverses instances, en vue d'accroître la participation des citoyens à la vie publique. En ce qui concerne la phase suivante, la Commission de suivi de la mise en oeuvre des accords de paix juge prioritaires les questions ci-après : a) droits de l'homme et réconciliation nationale; b) relations entre la société civile et les forces armées et réforme militaire; c) réforme du système judiciaire; d) populations autochtones et relations interculturelles; et e) politiques de développement rural et social. Il est clair qu'il faudra continuer à consolider les progrès déjà accomplis dans le cadre des accords de paix. C'est pourquoi il a été demandé à la Mission de poursuivre ses activités en 2001 et 2002, mais à plus petite échelle, et de les réduire à nouveau au cours de la phase finale de son mandat, en 2003.

D. Structure de la Mission

7. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport sur la MINUGUA (A/55/389), l'opération de vérification au Guatemala sera réduite. Les résultats déjà obtenus dans l'application du processus de paix, dont témoigne la diminution sensible du nombre des plaintes individuelles, permettent d'envisager une restructuration. Les bureaux régionaux et sous-régionaux seront réorganisés sans que leur répartition géographique soit modifiée, de façon que la Mission reste présente sur le terrain. Deux bureaux régionaux deviendront des bureaux sous-régionaux. Dans une autre région, deux bureaux sous-régionaux deviendront des bureaux mobiles, et un bureau sous-régional sera fermé, comme il est indiqué en détail au paragraphe 33 du rapport du Secrétaire général.

8. Les sections du siège de la Mission continueront de s'occuper des quatre domaines de fond ci-après : a) droits de l'homme; b) affaires juridiques; c) affaires socioéconomiques, réinstallation et réinsertion (domaine précédemment dénommé questions socioéconomiques et question agraire, réinstallation et réinsertion); et d) sécurité publique et affaires militaires (domaine précédemment dénommé renforcement du pouvoir civil). En outre, une unité spéciale sera chargée des affaires autochtones et des questions relatives aux femmes. Le Bureau du Conseiller militaire et celui du Conseiller de la police seront intégrés dans la section chargée de la sécurité publique et des affaires militaires. On trouvera à l'annexe IV un organigramme de la MINUGUA.

9. Du fait de la restructuration de la Mission, ses effectifs seront sensiblement réduits et seront redéployés comme l'indique l'annexe I.B. Il est proposé de supprimer les effectifs suivants : 16 officiers de liaison; 41 observateurs de police civile; 28 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur; 3 agents du Service mobile; 14 agents des services généraux; 8 administrateurs recrutés sur le plan national;

93 agents locaux; et 38 Volontaires des Nations Unies, la réduction proposée représentant 45 % des effectifs de la Mission.

10. Les fonctions de coordonnateur des opérations sur le terrain, qui ont été exercées jusqu'ici par l'adjoint du chef de la Mission (D-1) seraient désormais confiées à un coordonnateur à part entière qui serait nommé à un poste de la classe P-5, au moyen d'un redéploiement de ressources. L'adjoint du chef de la Mission pourrait ainsi assurer la liaison et la coordination d'ensemble avec les organismes des Nations Unies présents au Guatemala, en vue de renforcer la coopération tant au niveau des orientations stratégiques que des arrangements opérationnels, dans un contexte de consolidation de la paix. Les organismes et programmes des Nations Unies restant sur place disposeraient ainsi de bases solides pour poursuivre leurs activités dans le cadre des accords de paix une fois que la MINUGUA aura achevé son mandat. Compte tenu des responsabilités qui incomberont au chef de la Mission en tant qu'observateur officiel membre de la Commission de suivi qui devra réévaluer l'application des engagements pris et établir un échéancier de mise en oeuvre des accords de paix jusqu'à la fin de 2003, son adjoint lui prêterait également son concours pour des missions de bons offices et la gestion concrète des activités de la Mission. Le coordonnateur des opérations sur le terrain, de son côté, concentrera son attention sur l'exécution du programme de travail de la Mission dans les différents bureaux régionaux, dans les domaines de vérification considérés, et coordonnera l'assistance et l'appui à leur apporter.

E. Prévisions de dépenses de la Mission pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001

11. Comme il est indiqué à l'annexe I.A du présent rapport, les dépenses qui résulteraient de la prolongation du mandat de la MINUGUA du 1er janvier au 31 décembre 2001 sont estimées à 16 618 900 dollars. On trouvera à l'annexe I.B les effectifs proposés pour la période et à l'annexe I.C des informations complémentaires sur les prévisions de dépenses. L'annexe II contient les prévisions relatives aux dépenses non renouvelables, ainsi que des informations sur les paramètres budgétaires propres à la Mission. L'annexe III contient des informations sur l'utilisation des fonds extrabudgétaires.

12. Le matériel devenu excédentaire du fait de la restructuration de la Mission sera, dans toute la mesure du possible, transféré directement à d'autres opérations de maintien de la paix ou à des missions politiques spéciales qui pourraient en avoir besoin, lesquelles prendraient à leur charge le coût de ces transferts. En conséquence, aucun crédit n'est demandé à ce stade pour l'expédition de matériel excédentaire à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. S'il s'avérait nécessaire de transporter une partie du matériel excédentaire à Brindisi, l'Assemblée générale serait invitée à approuver les ressources requises à cette fin lors de sa cinquante-sixième session, à l'occasion de l'examen du rapport final sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2000-2001.

13. Les dépenses imputées sur le crédit de 26 841 300 dollars approuvé par l'Assemblée générale pour la MINUGUA pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000 sont maintenant estimées à 26 457 800 dollars, ce qui laisse apparaître un solde inutilisé de 383 500 dollars. On trouvera dans l'annexe V des informations détaillées sur l'exécution du budget de la Mission.

14. Le solde inutilisé de 383 500 dollars viendrait en déduction des dépenses prévues pour 2001, estimées à 16 618 900 dollars, et le montant net des ressources additionnelles nécessaires s'établirait ainsi à 16 235 400 dollars.

III. Décision que devra prendre l'Assemblée générale

15. Comme l'Assemblée générale l'a noté dans sa décision 54/477 B du 15 juin 2000, le crédit d'un montant total de 90 387 200 dollars ouvert au titre des missions politiques spéciales a été utilisé à hauteur de 66 074 600 dollars, ce qui laisse un solde disponible de 24 312 600 dollars. Des dépenses d'un montant total de 17 069 400 dollars découlant de décisions prises par le Conseil de sécurité concernant des missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits ont été indiquées dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (A/55/645). Si elles sont approuvées par l'Assemblée générale, il resterait, sur le crédit de 90 387 200 dollars ouvert au titre des missions politiques spéciales, un solde inutilisé de 7 243 200 dollars.

16. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/55/L.33, il en résultera des dépenses d'un montant de 16 235 400 dollars pour 2001. Un montant de 7 243 200 dollars serait imputé sur le crédit déjà ouvert au titre des missions politiques spéciales, et un crédit additionnel d'un montant de 8 992 200 dollars devrait être ouvert au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001. Cette procédure serait en accord avec celles que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1996, conformément aux arrangements prévus au paragraphe 85 de sa résolution 54/249 du 23 décembre 1999.

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 6 (A/54/6/Rev.1).*

² *Ibid., cinquante-troisième session, Supplément No 6 (A/53/6/Rev.1).*

Annexe I

Prévisions de dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001

A. Tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2000 Crédits ouverts	2001	
		Montant total demandé	Dépenses non renouvelables
I. Personnel militaire			
1. Observateurs militaires	717,3	155,4	–
2. Autres dépenses afférentes au personnel militaire	30,0	6,0	–
Total, catégorie I	747,3	161,4	–
II. Personnel civil			
1. Police civile	1 833,3	359,8	–
2. Personnel international et personnel local	14 296,7	10 897,6	–
3. Volontaires des Nations Unies	4 204,0	2 560,5	–
Total, catégorie II	20 334,0	13 817,9	–
III. Dépenses opérationnelles			
1. Locaux/hébergement	1 657,0	1 218,7	–
2. Transports	798,8	339,5	2,0
3. Opérations aériennes	1 947,5	42,0	–
4. Transmissions	470,3	375,0	–
5. Matériel divers	216,3	144,0	–
6. Fournitures et services	295,7	168,4	–
7. Fret aérien et de surface	28,7	10,0	–
Total, catégorie III	5 414,3	2 297,6	2,0
IV. Autres programmes			
1. Programmes d'information	318,0	332,0	–
2. Programmes de formation	27,7	10,0	–
Total, catégorie IV	345,7	342,0	–
Montant total des ressources nécessaires	26 841,3	16 618,9	2,0
V. Contributions volontaires	3 349,3	3 419,6	–
Total	30 190,6	20 038,5	–

B. Effectifs actuels et proposés

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						Total partiel	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	Total partiel	<i>Agents locaux</i>			Total
	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>					<i>Admi- nistra- teurs recrutés sur le plan national</i>	<i>Agents des services généraux recrutés locale- ment</i>	<i>Volon- taires des Nations Unies</i>	
Services organiques														
Bureau du chef de mission														
Effectif actuel	1	–	–	2	–	2	5	–	1	1	–	3	1	10
Effectif proposé	1	1	–	2	–	1	5	–	1	1	–	4	1	11
Bureau du Coordonnateur des opérations sur le terrain														
Effectif actuel	–	1	–	1	–	–	2	–	1	1	–	2	–	5
Effectif proposé	–	–	1	–	1	–	2	–	1	1	–	1	–	4
Droits de l'homme														
Effectif actuel	–	–	1	3	2	1	7	–	1	1	–	3	1	12
Effectif proposé	–	–	1	1	3	–	5	–	1	1	–	2	3	11
Justice/affaires juridiques														
Effectif actuel	–	–	1	–	1	–	2	–	–	–	1	1	–	4
Effectif proposé	–	–	1	–	2	–	3	–	–	–	2	1	–	6
Information														
Effectif actuel	–	–	1	1	2	1	5	–	–	–	1	5	1	12
Effectif proposé	–	–	1	1	1	1	4	–	1	1	2	4	2	13
Coopération technique														
Effectif actuel	–	–	1	1	–	–	2	–	–	–	–	3	–	5
Effectif proposé	–	–	1	–	–	–	1	–	–	–	–	1	–	2
Renforcement du pouvoir civil														
Effectif actuel	–	–	1	2	1	1	5	–	–	–	–	5	2	12
Effectif proposé	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sécurité publique et questions militaires														
Effectif actuel	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé	–	–	1	1	1	–	3	–	–	–	–	3	3	9
Affaires autochtones														
Effectif actuel	–	–	1	2	1	–	4	–	–	–	–	3	1	8
Effectif proposé	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						<i>Agents locaux</i>							Total
	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	Total partiel	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	Total partiel	<i>Admi- nistra- teurs recrutés sur le plan national</i>	<i>Agents des services généraux recrutés locale- ment</i>	<i>Volon- taires des Nations Unies</i>	
Affaires autochtones et questions concernant les femmes														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé	-	-	-	1	2	-	3	-	-	-	1	2	2	8
Réinstallation et réinsertion														
Effectif actuel	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-	1	2	1	6
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Questions socioéconomiques et question agraire														
Effectif actuel	-	-	1	2	1	-	4	-	-	-	1	3	1	9
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affaires socioéconomiques et réinstallation et réinsertion														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé	-	-	1	1	4	-	6	-	-	-	-	3	4	13
Bureaux régionaux														
Effectif actuel	-	-	-	8	25	-	33	1	7	8	8	93	90	232
Effectif proposé	-	-	-	6	11	-	17	-	-	-	-	42	45	104
Bureau de liaison de la police civile														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau de liaison militaire														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total, services organiques														
Effectif actuel	1	1	8	23	33	5	71	1	10	11	12	125	98	317
Effectif proposé	1	1	7	13	25	2	49	-	4	4	5	63	60	181
Services administratifs														
Chef de l'administration														
Effectif actuel	-	1	-	-	-	-	1	-	4	4	1	1	-	7
Effectif proposé	-	1	-	-	-	-	1	-	3	3	-	1	-	5
Finances														
Effectif actuel	-	-	1	-	2	-	3	-	3	3	-	9	-	15
Effectif proposé	-	-	-	1	-	-	1	2	1	3	-	5	-	9

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>							<i>Agents locaux</i>						Total
	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	Total partiel	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	Total partiel	<i>Admi- nistra- teurs recrutés sur le plan national</i>	<i>Agents des services généraux recrutés locale- ment</i>	<i>Volon- taires des Nations Unies</i>	
Traitement électronique de l'information														
Effectif actuel	-	-	-	-	1	-	1	-	2	2	-	6	-	9
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	5	-	7
Service du personnel														
Effectif actuel	-	-	-	1	1	-	2	1	1	2	-	8	-	12
Effectif proposé	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	5	-	7
Transmissions														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	3	1	4	-	19	-	23
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	15	-	17
Achats														
Effectif actuel	-	-	-	1	1	-	2	1	-	1	-	5	-	8
Effectif proposé	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	3	-	4
Services généraux														
Effectif actuel	-	-	-	1	-	-	1	2	6	8	-	20	-	29
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	1	5	6	-	13	-	19
Transports														
Effectif actuel	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	-	25	-	27
Effectif proposé	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	-	17	-	19
Sécurité														
Effectif actuel	-	-	-	-	1	-	1	1	3	4	-	6	-	11
Effectif proposé	-	-	-	-	1	-	1	-	1	1	-	4	-	6
Total, services administratifs														
Effectif actuel	-	1	1	3	6	-	11	9	21	30	1	99	-	141
Effectif proposé	-	1	-	1	3	-	5	7	13	20	-	68	-	93
Total général														
Effectif actuel	1	2	9	26	39	5	82	10	31	41	13	224	98	458
Effectif proposé	1	2	7	14	28	2	54	7	17	24	5	131	60	274

C. Renseignements complémentaires

Personnel militaire

Prévisions de dépenses : 161 400 dollars

1. Le nombre des officiers de liaison déployés en 2001 serait ramené de 20 à 4. Le montant prévu doit couvrir l'indemnité de subsistance (missions) (125 800 dollars), les frais de voyage au titre de la relève (28 800 dollars), l'indemnité d'habillement (800 dollars) et l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (6 000 dollars).

Personnel civil

Prévisions de dépenses : 13 817 900 dollars

Police civile

2. Le montant de 359 800 dollars prévu au titre du déploiement de 10 observateurs de police militaire comprend l'indemnité de subsistance (missions) (306 800 dollars), les frais de voyage de relève (36 000 dollars), l'indemnité d'habillement (2 000 dollars) et l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (15 000 dollars).

Personnel international et personnel local

3. Le montant prévu correspond à 78 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 136 agents locaux pour les divers éléments de la MINUGUA (voir détails à l'annexe I.B), à un coût total de 8 214 500 dollars. L'effectif prévu pour 2001 accuse une réduction de 28 postes de la catégorie des administrateurs, 3 postes d'agent du Service mobile, 14 d'agent des services généraux recruté sur le plan international, 8 d'administrateur recruté sur le plan national et 93 d'agent des services généraux recruté sur le plan local. Étant donné la réduction des effectifs, il n'a pas été appliqué de taux de vacance de postes aux dépenses de personnel. Le chiffre prévu tient aussi compte d'une indemnité de poste pour cinq des 54 fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et trois des sept agents du Service mobile, reflétant le fait que la majorité des effectifs ont été engagés spécialement pour la mission. Étant donné la composition du personnel local en 2001, les dépenses y afférentes sont calculées sur la base du traitement moyen aux classes 4 et 5 de la catégorie des services généraux (alors qu'en 2000 on avait utilisé le traitement moyen à la classe 3). L'indemnité de subsistance (missions) du personnel international est estimée à 2 334 500 dollars.

4. Un crédit de 227 600 dollars est proposé au titre des services de consultants en 2001. Ce montant permettrait de couvrir la rémunération et les frais de voyage de 11 consultants pendant un total de 38 mois de travail, pour renforcer le processus de vérification dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation, du développement rural et foncier, des relations de travail, de la politique macroéconomique et fiscale, de la réforme administrative et de la justice. Les montants demandés dans le domaine judiciaire comprennent aussi les services de cinq interprètes locaux devant interpréter vers l'espagnol à partir de différentes langues autochtones pendant l'audition des revendications, les entretiens et les réunions.

5. Les montants prévus pour les frais de voyage (121 000 dollars) comprennent à la fois les déplacements locaux (103 400 dollars) et internationaux (17 600 dollars). Localement, il est prévu que les fonctionnaires voyageront dans la zone de la mission pour les consultations, réunions et activités de coordination et de vérification et le soutien logistique technique. Des crédits sont aussi prévus pour des voyages de hauts fonctionnaires de la Mission à New York et en Europe. Comme il a été mis fin aux opérations aériennes, des montants sont prévus pour les voyages aériens sur lignes commerciales à destination et en provenance du bureau régional de Peten, qui est trop éloigné pour qu'on puisse s'y rendre par la route. Il est aussi prévu, en raison de l'emplacement de certains bureaux régionaux et sous-régionaux et vu la cessation des opérations aériennes, qu'il y aura davantage de nuitées lors des missions de vérification.

6. Le nombre de Volontaires des Nations Unies affectés à la MINUGUA sera ramené de 98 à 60 en 2001. Le montant total requis à ce titre est estimé à 2 560 500 dollars.

Dépenses opérationnelles

Prévisions de dépenses : 2 297 600 dollars

Locaux/hébergement

7. Le montant estimatif requis pour les loyers (653 300 dollars) a été calculé sur la base des loyers effectivement payés en 2000 et comprend, pour un certain nombre de baux, une augmentation estimée à 10 % conformément aux clauses des baux prorogés pour 2001. Deux bureaux régionaux seront convertis en bureaux sous-régionaux, et deux bureaux sous-régionaux seront convertis en bureaux mobiles, mais on ne prévoit pas de déménager étant donné les coûts accrus qu'entraîneraient le démantèlement et la réinstallation des lignes de communications et des liaisons électroniques. Le bureau régional pour le Guatemala devant être réinstallé au quartier général de la Mission, le nombre total de locaux occupés par la Mission en 2001 sera ramené de 33 à 32.

8. Il est prévu un montant de 25 000 dollars pour l'aménagement et la rénovation périodiques des locaux et des sites de communication. Sur la base du schéma des dépenses, on estime le montant nécessaire aux fournitures d'entretien à 30 000 dollars. En outre, on estime qu'il faudra 18 000 dollars pour l'entretien des ascenseurs et des climatiseurs, ainsi que pour l'évacuation des ordures, l'extermination des insectes et rongeurs et l'entretien des sols et jardins.

9. Le coût des services collectifs de distribution est estimé à 142 600 dollars, dont 129 600 dollars pour l'électricité, 9 700 dollars pour l'eau et 3 300 dollars pour le carburant pour groupes électrogènes. Ces chiffres ont été calculés sur la base du schéma de dépenses passé.

10. Le montant requis pour les services de sécurité et de nettoyage est estimé à 349 800 dollars sur la base des coûts effectifs. La diminution de ce montant s'explique essentiellement par le fait que l'on a changé de prestataires de service.

Transports

11. Du fait de la restructuration de la Mission, on estime n'avoir plus besoin de 100 des 229 véhicules du parc automobile de la Mission; ces véhicules seront mis à la disposition d'autres missions de maintien de la paix ou missions politiques spéciales qui pourront les transférer à leurs frais.

12. Un montant de 127 900 dollars est prévu à la rubrique Pièces de rechange, réparations et entretien du parc automobile, sur la base du type et de la fréquence des travaux d'entretien requis pour les différents véhicules. Comme le terrain est accidenté, et que l'on prévoit d'utiliser davantage les routes du fait de la cessation des opérations aériennes, il faudra vérifier plus souvent les véhicules. Pour la même raison, il y aura davantage de risques que la carrosserie des véhicules subisse des dommages mineurs. Le coût de l'essence, de l'huile et des lubrifiants est estimé à 189 800 dollars sur la base de l'expérience de la Mission.

13. Le coût de la location de camions lourds et de dépanneuses devant être utilisés dans toute la zone de la Mission est estimé à 5 000 dollars. Un montant de 2 000 dollars est prévu pour acheter l'éventail voulu d'outils manuels et de matériel pour l'entretien des véhicules. L'assurance automobile revient à 14 800 dollars.

Opérations aériennes

14. Il sera mis fin aux opérations aériennes en 2001 et le crédit demandé ne devra couvrir que les dispositions à prendre pour l'évacuation d'urgence. Le montant prévu de 42 000 dollars est calculé sur la base de cinq heures par mois à 700 dollars de l'heure, pour utilisation du service d'hélicoptère commercial local selon les besoins.

Transmissions

15. Le montant requis à la rubrique Pièces de rechange, fournitures et entretien est estimé à 91 500 dollars, sur la base de l'expérience récente.

16. Le coût des communications par réseaux commerciaux est estimé à 283 500 dollars sur la base des dépenses passées et du fait que la plupart des communications dans la zone de la Mission passeront par le central téléphonique interne, ce qui réduira le coût des communications par réseaux commerciaux. Le montant indiqué comprend les frais pour INMARSAT et INTELSAT, le téléphone, la valise diplomatique et autres services de courrier.

Matériel divers

17. Le montant indiqué ici correspond aux dépenses d'entretien à la rubrique Pièces de rechange, réparations et entretien (144 000 dollars) pour le matériel informatique, les groupes électrogènes, les réfrigérateurs, les blocs d'alimentation électrique non interruptible et autre matériel divers. Il a été calculé sur la base des coûts effectifs et des contrats de prestation de service.

Fournitures et services

18. Le montant requis pour la papeterie et les fournitures de bureau, les fournitures électroniques, les fournitures électriques, les fournitures médicales, les articles de nettoyage, les abonnements et autres fournitures diverses est estimé à 124 000 dollars pour la période du mandat. On propose un montant de 44 400 dollars au titre des

services médicaux, des dépenses de représentation, de diverses réclamations et demandes d'indemnisation et autres services divers. Ces chiffres ont été calculés sur la base de l'expérience de la Mission et compte tenu de la réduction d'effectifs proposée.

Fret aérien et de surface

19. Un montant de 10 000 dollars est demandé au titre du fret commercial pour le transport des fournitures et des pièces venant de l'extérieur de la zone de la Mission, et entre les bureaux régionaux et le quartier général de la Mission.

Autres programmes

Prévisions de dépenses : 342 000 dollars

Programmes d'information

20. Un montant de 332 000 dollars est demandé pour les campagnes d'information, notamment les activités suivantes : production et distribution de publications et d'affiches; manifestations spéciales; production de vidéos et de programmes radio en espagnol et dans les 23 langues autochtones dans tout le pays; et fournitures photographiques. Ce montant comprend aussi les crédits nécessaires pour les activités de formation concernant le renforcement des capacités concernant les questions de paix, et la publication et la diffusion de rapports sur des questions clés dans divers domaines de vérification.

Programme de formation

21. Un montant de 10 000 dollars est proposé pour l'organisation de séminaires à l'intention des fonctionnaires, y compris les officiers de liaison, les observateurs de police civile et les Volontaires des Nations Unies. On prévoit en 2001 trois séminaires d'une durée de trois jours devant rassembler en moyenne une douzaine de participants chacun. Ce montant doit couvrir les frais de logement, le matériel de séminaire et des services divers. Les séminaires en question visent à diffuser des connaissances sur certains domaines de fond touchant le mandat de la Mission. Ils portent sur l'histoire du pays, les questions économiques, sociales et environnementales, les difficultés passées et présentes et les expériences acquises; on prévoit aussi des cours de sensibilisation.

Annexe II

Prévisions de dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001 : informations complémentaires

A. Paramètres budgétaires propres à la Mission

(En dollars des États-Unis)

	Prévisions antérieures (2000)	Effectif moyen	Prévisions de dépenses (2001)		Explication
			Coût unitaire ou journalier	Coût mensuel	
1. Indemnité de subsistance (missions)					
a) Les 30 premiers jours	107,00		107,00		
b) Après les 30 premiers jours	82,00		82,00		
2. Frais de voyage (aller retour)					
a) Par avion					
Observateurs militaires	3 600	4	3 600		Coût moyen d'un aller retour.
Membre de la police civile	3 600	10	3 600		
Personnel					
New York	790		790		
Europe	3 600		3 030		
Déplacements locaux : Guatemala/terrain	45		45		Remboursement des frais de logement.
Terrain/quartier général	60		60		Remboursement des frais de logement.
b) Indemnité journalière de subsistance					
New York	275		275		Montant de l'indemnité en vigueur à New York.
Europe	195		195		Montant moyen utilisé à des fins d'estimation.
3. Personnel civil					
Personnel international	123	78			Effectifs en diminution de 45 personnes : 2 P-5, 12 P-4, 11 P-3, 3 P-2, 3 agents du Service mobile et 14 agents des services généraux recrutés sur le plan international.
Administrateurs recrutés sur le plan national	13	5			Effectifs en diminution de 8 personnes.
Agents locaux	224	131			Effectifs en diminution de 93 personnes.
Traitement (net)	850			977	Montants établis sur la base d'un traitement mensuel équivalent au traitement moyen d'un agent des

	<i>Prévisions de dépenses (2001)</i>				<i>Explication</i>
	<i>Prévisions antérieures (2000)</i>	<i>Effectif moyen</i>	<i>Coût unitaire ou journalier</i>	<i>Coût mensuel</i>	
					services généraux (échelon 4/5), augmentation de 5 % en 2000 comprise.
Dépenses communes de personnel	290			336	Chiffres tenant compte de l'augmentation des traitements.
Volontaires des Nations Unies	3 575	60		3 556	Le nombre des Volontaires sera ramené de 98 à 60.
Consultants	6 000	7		3 145	Consultants nationaux : 21 mois de travail pour diverses activités
		4		6 880	Consultants internationaux : 17 mois de travail pour diverses activités.
		5	29.63		Interprètes/traducteurs locaux : 135 jours de travail.
4. Locaux					
a) Location					
Quartier général « Torre Granito »	33 808			33 808	
Parc de stationnement	1 950			1 975	Chiffres tenant compte du renouvellement des baux.
Transport House	1 200			1 200	
Bureaux régionaux et mobiles	17 112			10 091	Chiffres tenant compte du renouvellement des baux et de la fermeture d'un bureau régional en 2001.
Entrepôts et atelier de transmission	3 244			4 722	Augmentation de 10 % prévue en 2001 (renouvellement des baux) et location d'un atelier de transmission.
Parc de stationnement des bureaux extérieurs	1 327			1 460	Augmentation de 10 % prévue en 2001 (renouvellement des baux).
Stations de répéteur	586			554	
b) Aménagements mineurs	3 750			2 083	Il sera procédé à des aménagements mineurs.
c) Services collectifs de distribution					
Électricité	13 191			10 800	Chiffres tenant compte de la réduction des effectifs de la Mission.
Eau	1 283			808	
Carburant pour groupe électrogène	683			275	
d) Services de sécurité/nettoyage	58 383			29 153	Chiffres calculés sur la base des accords passés avec les actuels prestataires de services.

	<i>Prévisions de dépenses (2001)</i>				<i>Explication</i>
	<i>Prévisions antérieures (2000)</i>	<i>Effectif moyen</i>	<i>Coût unitaire ou journalier</i>	<i>Coût mensuel</i>	
5. Transports					
Entretien des véhicules	37 704			10 658	Réduction du parc automobile.
Location de véhicules	792			417	
Carburant					Chiffres tenant compte de la réduction du parc automobile.
Essence	3 017			2 096	Chiffres calculés sur la base d'un kilométrage de 1 000 km par véhicule et par mois.
Diesel	20 400			12 943	Chiffres calculés sur la base d'un kilométrage de 2 200 km par véhicule et par mois.
Carburant et lubrifiants	5 % d'essence			5 % d'essence	
Assurance (par année et par véhicule)	60 dans le monde et 55 sur place			60 dans le monde et 55 sur place	
6. Opérations aériennes					
Location/affrètement	94 545 pour 45 heures par mois			42 000	Pas de véritables opérations aériennes. Des hélicoptères seront affrétés en cas d'évacuation sanitaire uniquement (à raison de 700 dollars par heure pour 60 heures par an)
7. Transmissions					
a) Pièces de rechange, fournitures et entretien	11 367			7 625	Chiffres tenant compte de la réduction des besoins.
b) Communications par réseaux commerciaux	29 533			23 625	Chiffres tenant compte de la réduction des besoins.
8. Fournitures et services					
a) Services divers	5 830			3 500	Chiffres tenant compte de la réduction des besoins.
b) Dépenses de représentation	375			200	
c) Fournitures diverses	18 692			10 333	Chiffres tenant compte de la réduction des besoins.
9. Programme d'information	26 500			27 667	Chiffres tenant compte du programme d'activité.
10. Programme de formation	4 500		3 300		Coût par séminaire de 3 jours pour 12 membres du personnel.
11. Fret aérien et de surface					
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	2 500			833	Chiffres tenant compte de la réduction des besoins.

B. Dépenses non renouvelables

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
I. Personnel militaire		
II. Personnel civil		
III. Dépenses opérationnelles		
1. Transports		
a) Achat de véhicules		
Berline légère	45	
Berline moyenne	1	
Berline lourde	1	
Jeep légère	159	
Camionnette légère	10	
Autocar léger	9	
Ambulance 4x4	1	
Blindé 4x4	1	
Chariot élévateur	2	
Total partiel, rubrique 1 a)	229	
b) Matériel d'atelier		
Compresseur d'air	9	
Tuyau d'air	2	
Outil à air comprimé	9	
Appareil d'essai pour alternateur/démarrreur	1	
Chargeur de batterie	10	
Meule d'établi, phase unique	10	
Boîte à outils de réparation de carrosserie	1	
Élévateur de voiture (3,5 t)	2	
Appareil d'essai du circuit de refroidissement	1	
Perceuse sans fil	1	
Perceuse	7	
Extincteur	229	
Cric au niveau du sol	1	
Pont roulant à portique	1	
Aligneur de phare	1	
Nettoyeur à haute pression (eau)	7	
Nettoyeur à haute pression (eau chaude)	1	
Presse hydraulique	2	
Lampe baladeuse	1	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Boîte à outils de mécanicien	13	
Meuble à outils mobile	5	
Jauge à oxygène/acétylène	2	
Cric de fosse	1	
Boîte à outils pneumatiques	2	
Nettoyeur de pièces de rechange	1	
Ensemble à fileter (métrique)	1	
Cric de transmission	1	
Cric roulant, 2 t	0	
Cric roulant, 3 t	14	
Cric roulant, 5 t	2	
Chariot	1	
Outils divers	0	2,0
Support pour véhicules, 2 t	4	
Support pour véhicules, 4 t	6	
Support pour véhicules, 6 t	22	
Soudeuse électrique	1	
Soudeuse à gaz	2	
Équilibreuse de roues	1	
Total partiel, rubrique 1 b)		2,0
Total, rubrique 1		2,0

2. Transmissions

a) Éléments complémentaires

Matériel de transmission

Matériel UHF

Spectra UHF mobile	307
Radio portable (ordinaire)	844
UHF GM300 mobile	220
Station de répéteur (ordinaire)	37
Antenne de répéteur, boucle delta	26

Matériel VHF

Station fixe (ordinaire)	12
Station mobile (ordinaire)	72
Antenne fouet verticale	20
Portatif	17

Matériel satellite

INMARSAT M, mini M	14
Système téléphonique par satellite	
Marinesat	10

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Station terrestre VSAT, 3,7 m	2	
Système de positionnement universel	3	
Liaison hertzienne Airlink (128)	4	
Multiplexe voix et donnée PCSI	5	
Modem SDM-300	3	
SSE DSM-201	2	
Station de concentration d'accès au multiserveur MC3818	7	
Matériel téléphonique		
Central téléphonique	21	
Système de messagerie vocale	2	
Liaison téléphonique rurale	10	
Téléphone cellulaire	33	
Téléphone Multiplexe (RAD)	887	
Générateur	16	
Matériel divers		
Bloc ASI 7,5 kW	2	
Bloc ASI 4,3 kW	1	
Cryptofax	2	
Télécopieur (usage intensif)	2	
Télécopieur ordinaire	52	
Wattmètre RF	5	
Imprimante par point	19	
Support pour bloc-note	5	
Ordinateur portable	8	
Total partiel		-
Matériel d'atelier et d'essai		
Panneau solaire	79	
Aérochargeur	10	
Chargeur (S2000)	245	
Chargeur de batterie haut rendement	4	
Inverseur d'alimentation	10	
Total partiel, rubrique 2 a)		-
b) Contrat de raccordement principal		-
Total, rubrique 2		-
3. Matériel divers		
a) Mobilier de bureau		
Étagère (métal)	191	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Meuble de rangement Kardex	2	
Ventilateur	11	
Chaise (directeur)	167	
Chaise pliante	540	
Chaise (administrateur)	3	
Chaise (secrétaire)	403	
Chaise (visiteurs)	26	
Chaise (en bois)	3	
Chaise (salle de conférence)	850	
Bahut	4	
Pointeuse	11	
Ventilateur de bureau	8	
Lampe de bureau	82	
Lampe de secours	39	
Bureau d'administrateur en métal	133	
Bureau d'administrateur en bois	7	
Meuble classeur deux tiroirs	193	
Meuble classeur quatre tiroirs	389	
Meuble classeur à fermeture	0	
Meuble classeur pour fourniture	0	
Meuble classeur en bois	1	
Mât de drapeau	25	
Horloge	37	
Projecteur pour transparents	35	
Ventilateur sur pied	131	
Écran de projection	33	
Projecteur	37	
Bureau de secrétaire	438	
Sofa sur banquette pour l'accueil de visiteurs	10	
Casier de rangement	29	
Casier de rangement en bois	6	
Meuble de rangement	207	
Table de conférence (extensible)	0	
Table de conférence (non extensible)	0	
Table roulante	146	
Table de conférence en bois	42	
Table à quatre places	0	
Table pliante	157	
Table pour ordinateur personnel	356	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Téléviseur couleur	49	
Magnétoscope	48	
Étagère en bois	117	
Total partiel, rubrique 3 a)		-
b) Matériel de bureau		
Relieuse	1	
Jumelles	7	
Appareil photo 35 mm (jetable)	23	
Appareil photo 35 mm (spécial)	9	
Appareil photo avec flash	2	
Appareil photo pour identification (spécial)	5	
Système d'appareil photo pour identification (non jetable)	7	
Objectif	7	
Caméra pour circuit fermé	8	
Appareil photo numérique	2	
Appareil photo polaroid (jetable)	15	
Caméra pour identification	1	
Machine à imprimer les chèques	1	
Photocopieuse grand volume	40	
Photocopieuse petite volume	0	
Photocopieuse petit modèle	23	
Dictaphone	12	
Calculatrice électronique	73	
Compas électronique	19	
Éditeur électronique	2	
Machine à écrire électronique	50	
Machine à plastifier	6	
Machine à écrire mécanique	11	
Détecteur de métal (portique)	4	
Détecteur de métal (manuel)	13	
Moniteur pour circuit fermé	3	
Radio cassette	44	
Caméra pour circuit fermé	1	
Coffre-fort métallique à combinaison	44	
Déchiqueteuse	55	
Détecteur de fumée ou d'incendie	1	
Système sonore (amplificateur)	1	
Haut-parleur	3	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Magnétophone	32	
Magnétophone numérique	1	
Caméra vidéo	5	
Vidéo pour système d'identification	2	
Enregistreur vidéo, 24 heures	2	
Total partiel, rubrique 3 b)		-
c) Matériel divers		
Climatiseur	47	
Meuleuse d'angles	3	
Chargeur de batteries pour flash d'appareil photo	1	
Chargeur de batteries	3	
Fontaine à café	21	
Compresseur	2	
Conteneur	4	
Perceuse manuelle	4	
Pompe à air électrique	2	
Support pour perceuse électrique	3	
Scie électrique	1	
Tournevis électrique	2	
Cuisinière électrique	48	
Soudeuse électrique	1	
Ponceuse pour sols	1	
Cuisinière à gaz	1	
Générateur	58	
Pochette	2	
Appareil de chauffage	76	
Scie sauteuse	6	
Placard de cuisine	1	
Lanterne	25	
Lanterne autonome	18	
Four micro-onde	28	
Module d'hébergement remorquable	4	
Tronçonneuse	1	
Chariot à palettes	1	
Relieuse	1	
Réfrigérateur, grand modèle	43	
Réfrigérateur, petit modèle	11	
Riveteuse	1	
Podium	1	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Perceuse à percussion	1	
Tapis	2	
Balance mécanique	7	
Cireuse	1	
Étagère	11	
Évier	6	
Modules à parois souples	2	
Machine à souder	3	
Meule d'établi fixe	1	
Civière	20	
Grille-pain	6	
Transformateur	15	
Trépied	4	
Unité d'alimentation électrique non interruptionnelle	407	
Aspirateur	6	
Régulateur de tension	2	
Voltmètre	7	
Machine à laver	1	
Réservoir souple à eau	0	
Refroidisseur d'eau	67	
Chauffe-eau	6	
Manche à air (avec structure rigide)	6	
Total partiel, rubrique 3 e)		-
d) Matériel informatique		
Enregistreur de CD	2	
Ordinateur personnel	407	
Caméra numérique	16	
Ordinateur portable	48	
Imprimante par point	4	
Imprimante laser couleur	2	
Imprimante à jet d'encre noir et blanc et de couleur	144	
Imprimante à jet d'encre de couleur	57	
Imprimante laser	85	
Projecteur	2	
Scanner	22	
Serveur	5	
Réseau longue distance, 6 bureaux régionaux	7	

	<i>Nombre actuel</i>	Coût total
Total partiel, rubrique 3 d)		–
Total, rubrique 3		
Total, catégorie III		2,0
IV. Autres programmes		
Total, catégories I à IV		2,0

Annexe III

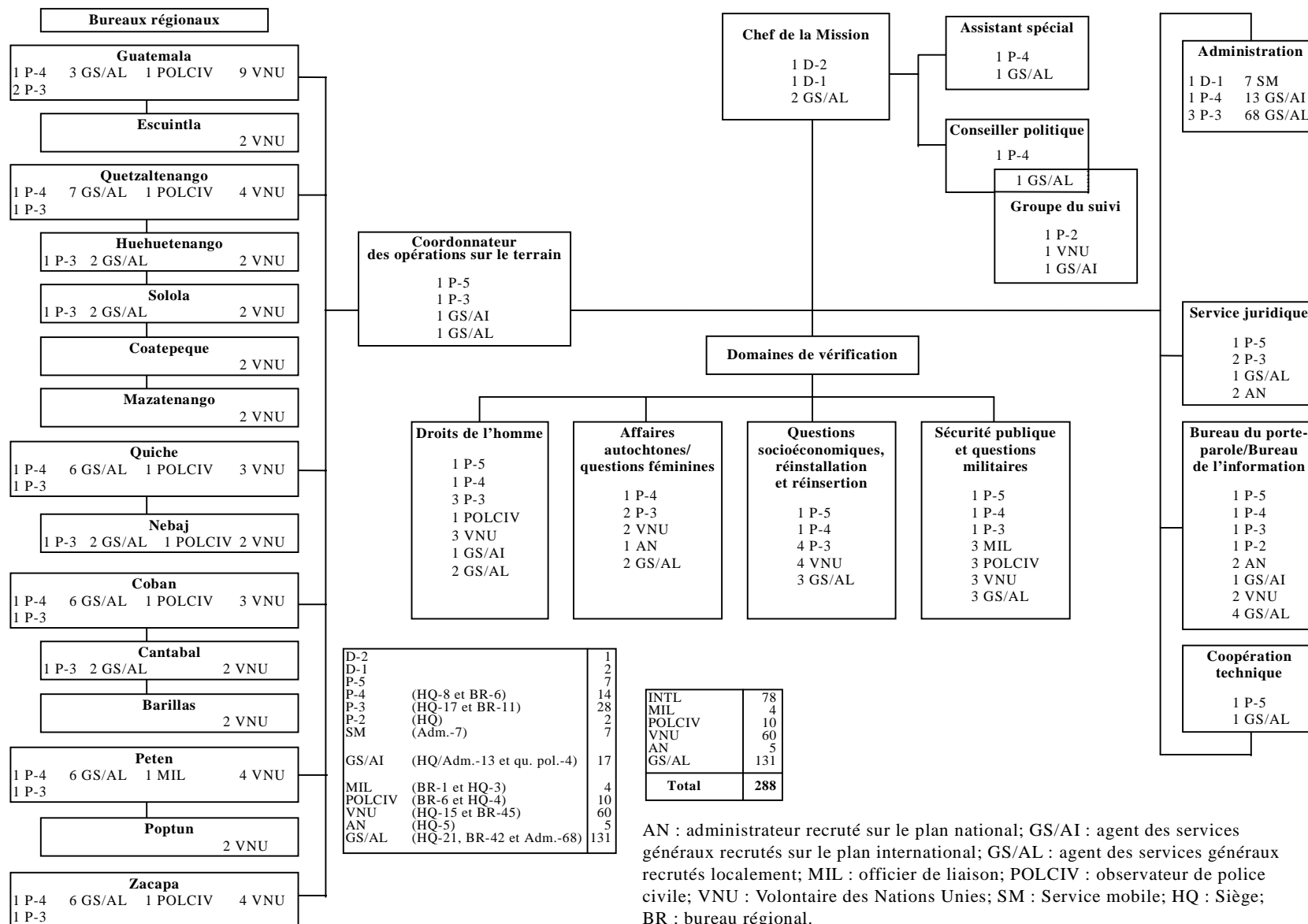
Utilisation des ressources extrabudgétaires

22. En 2000, le Fonds d'affectation spéciale pour le processus de paix au Guatemala a été utilisé pour financer des activités conformes aux dispositions des accords de paix. Les ressources du Fonds d'affectation spéciale sont allouées à des projets qui visent à renforcer les institutions nationales, l'objectif général étant de favoriser l'édification d'une société démocratique qui garantisse l'état de droit. Ces projets concernent l'administration de la justice, l'amélioration du système pénal, le respect du pluralisme culturel et l'accès au système judiciaire, la sécurité publique, la promotion du respect des droits de l'homme, les réformes socioéconomiques, la réforme agraire et les réformes constitutionnelles. La MINUGUA a également organisé des séminaires et mené diverses activités éducatives visant à sensibiliser le public aux accords de paix. Le montant estimatif total des dépenses engagées en 2000 s'élève à 2 434 300 dollars.

23. Les projets susmentionnés au titre du Fonds d'affectation spéciale devraient se poursuivre en 2001. Le montant estimatif des dépenses prévues à cet effet est de 3 419 600 dollars, compte tenu des contributions déjà approuvées par les donateurs et de celles en cours de négociation. La Mission a pour principe de ne réaliser des projets à l'appui de la paix que lorsque les activités prévues sont considérées comme essentielles à la mise en oeuvre des accords et font appel aux avantages comparatifs de la Mission (la nécessité et la capacité de tenir compte des aspects politiques sensibles, le réseau opérationnel de la Mission au niveau national, la légitimité dont elle jouit auprès des groupes cibles et de ses homologues, etc.) et, en tant que telles, ne peuvent pas être exécutées aussi efficacement par des organismes et programmes des Nations Unies ou par d'autres acteurs.

Annexe IV

Effectifs proposés par unité administrative pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001



Annexe V

Rapport préliminaire sur l'exécution du budget pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2000

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. État récapitulatif

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Crédits ouverts 2000 (1)</i>	<i>Dépenses non renouvelables (2)</i>	<i>Total des dépenses (y compris les dépenses non renouvelables) (3)</i>	<i>Écart (4) = (3) - (1)</i>
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	717,3	-	693,7	(23,6)
2. Autres dépenses afférentes au personnel militaire	30,0	-	30,0	-
Total, rubrique I	747,3	-	723,7	(23,6)
II. Personnel civil				
1. Police civile	1 833,3	-	1 755,9	(77,4)
2. Personnel international et personnel local	14 296,7	-	14 112,5	(184,2)
3. Volontaires des Nations Unies	4 204,0	-	4 453,6	249,6
Total, rubrique II	20 334,0	-	20 322,0	(12,0)
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	1 657,0	-	1 465,5	(191,5)
2. Transports	798,8	128,7	591,9	(206,9)
3. Opérations aériennes	1 947,5	-	1 924,9	(22,6)
4. Transmissions	470,3	90,0	499,6	29,3
5. Matériel divers	216,3	26,4	233,2	16,9
6. Fournitures et services	295,7	-	321,9	26,2
7. Fret aérien et de surface	28,7	-	28,7	-
Total, rubrique III	5 414,3	245,1	5 065,7	(348,6)
IV. Programmes divers				
1. Programmes d'information	318,0	-	318,0	-
2. Programmes de formation	27,7	-	28,4	0,7
Total, rubrique IV	345,7	-	346,4	0,7
Montant total des ressources nécessaires	26 841,3	245,1	26 457,8	(383,5)
V. Contributions volontaires	3 349,3	-	2 434,3	(915,0)
Total	30 190,6	245,1	28 892,1	(1 298,5)

B. Explications supplémentaires

Personnel militaire

*Crédits ouverts : 747 300 dollars; dépenses : 723 700 dollars;
diminution : 23 600 dollars*

1. En 2000, les rotations d'officiers de liaison ont été moins fréquentes que prévu. Le montant des économies au titre des frais de voyage est estimé à 23 600 dollars.

Personnel civil

*Crédits ouverts : 20 334 000 dollars; dépenses : 20 322 000 dollars;
diminution : 12 000 dollars*

2. Le solde inutilisé au titre de cette rubrique, estimé à 12 000 dollars, résulte d'une diminution des dépenses au titre des observateurs de la police civile (77 400 dollars) et du personnel international et local (184 200 dollars), annulée presque entièrement par des dépenses supplémentaires au titre des Volontaires des Nations Unies (249 600 dollars).

Police civile

*Crédits ouverts : 1 833 300 dollars; dépenses : 1 755 900 dollars;
diminution : 77 400 dollars*

3. Le taux de vacance de postes étant en moyenne de 5 % pour les observateurs de la police civile, il en résulte des économies au titre de l'indemnité de subsistance (missions) (50 000 dollars) et des frais de voyage (27 400 dollars).

Personnel international et personnel local

*Crédits ouverts : 14 296 700 dollars; dépenses : 14 112 500 dollars;
diminution : 184 200 dollars*

4. Le solde inutilisé, d'un montant net de 184 200 dollars, s'explique par les économies réalisées au titre des traitements (156 100 dollars), de l'indemnité de subsistance (missions) (109 100 dollars) et des heures supplémentaires (9 900 dollars), annulées en partie par un dépassement au titre des dépenses communes de personnel (90 900 dollars). La réduction des dépenses au titre des traitements et de l'indemnité de subsistance (missions) s'explique par les taux effectifs de vacance de postes, qui ont été de 12 % pour le personnel international et de 6 % pour le personnel local, alors que les taux prévus dans le budget étaient respectivement de 10 et 5 %. Le poste de chef de mission (D-2) est resté vacant pendant deux mois et le nouveau chef de mission, qui relève de la série 300, n'a pas droit à l'indemnité de poste, alors que le poste inscrit au budget comprenait un élément indemnité de poste. En outre, 40 % des agents du Service mobile et des agents des services généraux recrutés sur le plan international ont été engagés spécifiquement pour la Mission, et ce facteur n'avait pas été pris en considération lors de l'élaboration du budget de 2000.

5. La restructuration proposée pour la mission en 2001 se soldera par le départ d'environ 40 % du personnel. Le montant supplémentaire de 90 900 dollars deman-

dé au titre des dépenses communes de personnel servira à financer les versements à la cessation de service et les frais de voyage concernant ce personnel.

Volontaires des Nations Unies

*Crédits ouverts : 4 204 000 dollars; dépenses : 4 453 600 dollars;
augmentation : 249 600 dollars*

6. En raison de la réduction du nombre de Volontaires des Nations Unies prévue en 2001, des crédits supplémentaires sont demandés pour financer les versements à la cessation de service et les frais de voyage des Volontaires quittant la Mission. Par ailleurs, les Volontaires qui ont fait valoir leurs droits à congé dans les foyers en 2000 ont été plus nombreux que prévu. En conséquence, des ressources supplémentaires d'un montant de 249 600 dollars seront nécessaires.

Dépenses opérationnelles

*Crédits ouverts : 5 414 300 dollars; dépenses : 5 065 700 dollars;
diminution : 348 600 dollars*

7. Le solde inutilisé (348 600 dollars) s'explique par une réduction des dépenses au titre des locaux/hébergement (191 500 dollars), des transports (206 900 dollars) et des opérations aériennes (22 600 dollars), en partie annulées par une augmentation des dépenses au titre des transmissions (29 300 dollars), des matériels divers (16 900 dollars) et des fournitures et services (26 200 dollars).

Locaux/hébergement

*Crédits ouverts : 1 657 000 dollars; dépenses : 1 465 500 dollars;
diminution : 191 500 dollars*

8. La diminution résulte essentiellement de l'économie réalisée au titre des services de sécurité et de nettoyage (303 900 dollars) grâce au coût moins élevé des services fournis par les nouveaux prestataires. Ce montant est en partie annulé par une augmentation des dépenses (112 400 dollars) au titre de la location et de l'aménagement de locaux supplémentaires utilisés pour stocker le matériel et les pièces détachées nécessaires aux transmissions.

Transports

*Crédits ouverts : 798 800 dollars; dépenses : 591 900 dollars;
diminution : 206 900 dollars*

9. Une économie d'un montant de 28 200 dollars a été réalisée au titre de l'achat de véhicules. En effet, 7 nouveaux véhicules seulement ont été achetés, sur les 10 prévus, du fait de la réduction de la taille de la Mission. Des économies ont également été réalisées au titre des frais de réparation et d'entretien (92 700 dollars) et des carburants et lubrifiants (86 000 dollars).

Opérations aériennes

*Crédits ouverts : 1 947 500 dollars; dépenses : 1 924 900 dollars;
diminution : 22 600 dollars*

10. L'économie réalisée à cette rubrique, estimée à 22 600 dollars, est due à une utilisation plus faible que prévu des hélicoptères.

Transmissions

*Crédits ouverts : 470 300 dollars; dépenses : 499 600 dollars;
augmentation : 29 300 dollars*

11. Les dépenses supplémentaires prévues à cette rubrique sont imputables au remplacement des centraux téléphoniques de trois bureaux régionaux et d'un bureau sous-régional et au remplacement de stations fixes et de stations mobiles de radio haute fréquence (90 000 dollars), en raison de l'impossibilité de trouver des pièces de rechange et des services de dépannage d'un coût raisonnable pour les anciens systèmes. Cette augmentation est en partie compensée par une diminution des dépenses au titre des pièces détachées et des fournitures (36 200 dollars) et des communications commerciales (24 500 dollars).

Fournitures et services

*Crédits ouverts : 295 700 dollars; dépenses : 321 900 dollars;
augmentation : 26 200 dollars*

12. Le dépassement à cette rubrique est imputable à des dépenses supplémentaires au titre de soins et de services médicaux dispensés à des officiers de liaison et à des observateurs de la police civile.
